

COMMUNIQUÉ DE PRESSE CONJOINT

version française

LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE RENFORCENT ENSEMBLE LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE EN SIGNANT UNE DÉCLARATION D'INTENTION COMMUNE

Paris, le 6 février 2024

Le secrétaire d'État Markus Richter, CIO de l'État fédéral d'Allemagne, et Stéphanie Schaer, directrice interministérielle du numérique (DINUM), CIO France, ont signé hier à Berlin une déclaration d'intention commune inédite visant à renforcer la coopération entre l'Allemagne et la France dans le domaine de la souveraineté numérique de l'administration publique. Cette signature est le fruit d'une longue série d'échanges entre la France et l'Allemagne, initiés il y a un an et soutenus par des réunions mutuelles des délégations allemande et française à Paris et Berlin.

À travers cette déclaration d'intention, la République fédérale d'Allemagne et l'État Français se sont donc fixés comme priorité stratégique de renforcer la souveraineté numérique de l'administration publique via un programme de travail commun. Il s'articule autour de deux priorités : **développer conjointement une suite de produits numériques souveraine basée sur des solutions open source et interopérables permettant de construire une offre cohérente et complète d'outils numériques pour les agents publics, notamment un service de messagerie instantanée**, en limitant les coûts et en capitalisant sur les efforts déjà menés par les deux pays pour atteindre cet objectif de souveraineté et **développer des outils d'intelligence artificielle pour l'administration, basés sur des grands modèles de langage en open source**.

L'ambition est, à terme, d'élargir cette coopération à d'autres États membres volontaires de l'Union européenne et c'est à l'occasion de la prochaine réunion des « Chief Information Officers » (CIO) qui se tiendra en mai 2024, sous l'égide de la présidence belge, que le Dr. Markus Richter et Stéphanie Schaer partageront des pistes de coopération. La stratégie de la Commission européenne en matière de logiciels libres et les stratégies propres à chaque État membre serviront de pierre angulaire à ces efforts concertés.

Dr Markus Richter, secrétaire d'État, CIO du gouvernement fédéral allemand: “Les crises dans le monde nous montrent clairement à quel point il est important de renforcer la souveraineté nationale et européenne, en particulier dans les domaines critiques. Cela vaut également pour l'informatique de l'administration publique. Nous devons renforcer notre souveraineté numérique et réduire les dépendances. Je me réjouis que nous nous engagions sur cette voie avec nos amis français. Grâce à notre collaboration, la souveraineté numérique sera portée à un niveau européen”.

Stéphanie Schaer, directrice interministérielle du numérique (DINUM) - France : “Préserver la souveraineté numérique de l'État en investissant dans des outils numériques mutualisés est une des

Contact presse du secrétariat d'État, CIO du gouvernement fédéral allemand :

Maximilian KALL, responsable : Tél : +49 30 18 681- 22222 | Mél : presse@bmi.bund.de | Alt-Moabit 140 10557 Berlin
www.bmi.bund.de

Contact presse de la direction interministérielle du numérique (DINUM) - France :

Floriane BEAUDRON, cheffe de la mission communication : Tél : 06 10 60 41 19 | Mél : floriane.beaudron@modernisation.gouv.fr | 20, avenue de Ségur 75 007 Paris
<https://www.numerique.gouv.fr/>



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Bundesministerium
des Innern
und für Heimat

quatre priorités de la stratégie numérique de l'État (<https://www.numerique.gouv.fr/dinum/>) publiée il y a un an par la DINUM. Je suis convaincue que c'est en fonctionnant par alliance, avec d'autres pays, qu'il sera possible de disposer d'outils libres et performants, dont certains sont déjà présents dans des administrations, et de permettre à toute entité de les utiliser ou de s'y interfacer. Cette stratégie bénéficiera largement à l'écosystème des services et produits numériques européens, en le rendant moins captif de certaines technologies et en lui ouvrant des marchés plus massifs autour de quelques produits leaders de leur catégorie tout en apportant aux départements ministériels une alternative concurrentielle, évolutive et ergonomique pour les outils de bureautique mais également des outils applicatifs comme les API. En signant cette déclaration d'intention, nous nous engageons mutuellement, avec nos homologues allemands, à franchir un pas de plus vers la souveraineté numérique de nos États et vers la montée de qualité d'outils numériques mutualisés et performants. Cette collaboration avec l'Allemagne me réjouit et j'espère qu'elle pourra prochainement s'élargir à d'autres États membres volontaires de l'Union européenne qui partagent ces mêmes intérêts. C'est ensemble que nous irons plus loin”.

À propos du ministère de l'Intérieur et du Territoire de la République fédérale d'Allemagne :

Les tâches à remplir par le ministère fédéral de l'Intérieur et du Territoire se caractérisent tant par leur grande diversité que par le haut degré de responsabilité. Elles vont de son rôle de protecteur de la Constitution et promoteur de la cohésion sociale jusqu'aux missions sécuritaires, en passant par l'intégration, la promotion du sport par le gouvernement fédéral ou les technologies de l'information. En tant que « ministère de la Constitution et des communes », le ministère fédéral de l'Intérieur compte parmi ses attributions la modernisation de l'État et de l'administration mais également les questions fondamentales de l'ordre étatique et fédéral de l'Allemagne, tel que le droit électoral. L'interaction politique et sociétale en Allemagne reposent sur l'ordre constitutionnel libéral et démocratique du pays que les habitants de l'Allemagne sont, chaque jour, appelés à remplir de vie. Voilà pourquoi le bénévolat et l'éducation civique sont fermement ancrés dans le portefeuille de tâches du ministère. En savoir plus : <https://www.bmi.bund.de>

À propos de la DINUM :

Service du Premier ministre, la direction interministérielle du numérique (DINUM) a pour mission d'élaborer la stratégie numérique de l'État et de piloter sa mise en œuvre. Elle accompagne et fait réussir les projets numériques de l'État, au service des priorités gouvernementales et dans un souci d'une amélioration de l'efficacité de l'action publique tirant le meilleur parti des opportunités du numérique.

<https://www.numerique.gouv.fr/>

Contact presse du secrétariat d'État, CIO du gouvernement fédéral allemand :

Maximilian KALL, responsable : Tél : +49 30 18 681- 22222 | Mél : presse@bmi.bund.de | Alt-Moabit 140 10557 Berlin
www.bmi.bund.de

Contact presse de la direction interministérielle du numérique (DINUM) - France :

Floriane BEAUDRON, cheffe de la mission communication : Tél : 06 10 60 41 19 | Mél : floriane.beaudron@modernisation.gouv.fr | 20, avenue de Ségur 75 007 Paris
<https://www.numerique.gouv.fr/>



Pressemitteilung

6. Februar 2024

Seite 1 von 4

Deutsche Version:

Deutschland und Frankreich stärken gemeinsam die digitale Souveränität der öffentlichen Verwaltung

Gemeinsame Absichtserklärung unterzeichnet

Staatssekretär Dr. Markus Richter, CIO des Bundes, und Stéphanie Schaer, Leiterin von Frankreichs interministerieller Behörde für Digitales (DINUM) und CIO Frankreichs, haben gestern in Berlin erstmalig eine gemeinsame Absichtserklärung zur Stärkung der Zusammenarbeit zwischen Deutschland und Frankreich im Bereich der digitalen Souveränität der öffentlichen Verwaltung unterzeichnet.

Diese Unterzeichnung ist das Ergebnis einer langen Reihe von Gesprächen zwischen Deutschland und Frankreich, die vor einem Jahr angestoßen wurde und durch gegenseitige Treffen deutscher und französischer Delegationen in Paris und Berlin unterstützt wurde.

Mit dieser Absichtserklärung haben die Bundesrepublik Deutschland und die Französische Republik die Stärkung der digitalen Souveränität durch ein gemeinsames Arbeitsprogramm für sich zur strategischen Priorität erklärt. Das Arbeitsprogramm hat zwei Schwerpunkte. Der erste Schwerpunkt ist die **gemeinsame Entwicklung eines Open-Source-basierten und interoperablen souveränen digitalen Arbeitsplatzes für Verwaltungsmitarbeiterinnen und -mitarbeiter. Dieser enthält ein aufeinander abgestimmtes und umfassendes Paket digitaler Tools, insbesondere ein Chat-Tool.** Die Entwicklungskosten werden optimiert, die von beiden Ländern für das Ziel der Souveränität bereits erbrachten Leistungen sollen mitgenutzt werden. Der zweite Schwerpunkt wird die **Entwicklung von KI-Tools für die Verwaltung sein, die auf KI-Sprachmodellen, sog. Open-Source Large Language Models aufbauen.**

Staatssekretär Dr. Markus Richter, CIO des Bundes: *„Die Krisen in der Welt zeigen uns deutlich, wie wichtig es gerade in kritischen Bereichen ist, die nationale und europäische Souveränität zu stärken. Das gilt auch für die IT der öffentlichen Verwaltung. Wir müssen unsere digitale Souveränität stärken und Abhängigkeiten abbauen. Ich freue mich, dass wir diesen Weg nun gemeinsam mit unseren französischen Freunden beschreiten. Durch unsere Zusammenarbeit wird die digitale Souveränität auf ein europäisches Niveau gehoben.“*

Alt-Moabit 140
10557 Berlin

Tel. +49 30 18 681- 22222

presse@bmi.bund.de
www.bmi.bund.de

Verantwortlich:
Maximilian Kall

Pressekontakt der französischen interministeriellen Behörde für Digitales (DINUM):
Floriane Beaudron, Leiterin der Pressestelle
+33 6 10 60 41 19
floriane.beaudron@modernisation.gouv.fr
<https://www.numerique.gouv.fr/>

Stéphanie Schaer, Leiterin der französischen interministeriellen Behörde für Digitales (DINUM): „Die digitale Souveränität des Staates durch die Investition in gemeinsame digitale Tools zu bewahren ist eine der vier Prioritäten der vor einem Jahr von der DINUM veröffentlichten Digitalstrategie des Staates (<https://www.numerique.gouv.fr/dinum/>). Ich bin überzeugt, dass es der Schulterschluss mit anderen Ländern ist, der uns ermöglicht, leistungsfähige Open-Source-Anwendungen zu entwickeln, von denen es einige bereits in Behörden gibt, und diese allen Stellen zur Nutzung oder zur Anbindung über Schnittstellen bereitzustellen. Diese Strategie wird von großem Nutzen für die Landschaft europäischer digitaler Dienstleistungen und Produkte sein: Die Abhängigkeit von bestimmten Technologien wird dadurch geringer, und es werden größere Märkte rund um einige Produkte eröffnet, die in ihrer Kategorie führend sind. Zugleich wird den Ministerien dadurch im Office-Bereich, aber auch bei Anwendungswerkzeugen wie API, eine wettbewerbsfähige, entwicklungsfähige und ergonomische Alternative geboten. Mit der Unterzeichnung dieser Absichtserklärung verpflichten wir uns mit unseren deutschen Partnern, einen weiteren Schritt hin zur digitalen Souveränität unserer Staaten und zu einer besseren Qualität gemeinsamer leistungsfähiger digitaler Werkzeuge zu gehen. Ich freue mich über diese Zusammenarbeit mit Deutschland und hoffe, dass sie demnächst auf andere freiwillige Mitgliedstaaten der Europäischen Union ausgeweitet werden kann, die dieses Interesse ebenfalls verfolgen. Gemeinsam kommen wir weiter.“

Im weiteren Verlauf soll diese Zusammenarbeit auf weitere interessierte Mitgliedstaaten der Europäischen Union ausgeweitet werden. Dazu werden Dr. Markus Richter und Stéphanie Schaer bei der nächsten Sitzung der Chief Information Officers (CIO) unter Federführung des belgischen Ratsvorsitzes am 24. Mai 2024 Ideen zur Zusammenarbeit vorstellen. Die Open-Source-Software-Strategie der Europäischen Kommission und die jeweiligen Strategien der Mitgliedstaaten werden als Eckpfeiler für diese gemeinsamen Bemühungen dienen.

Über die französische interministerielle Behörde für Digitales (DINUM):

Aufgabe der interministeriellen Behörde für Digitales (DINUM) als Stelle des Premierministers ist es, die Digitalstrategie des Staates zu erarbeiten und deren Umsetzung zu steuern. Sie begleitet die Digitalprojekte des Staates und führt sie zum Erfolg, indem sie die Prioritäten der Regierung wie auch ein effizienteres Verwaltungshandeln im Blick hat und dabei die Chancen der Digitalisierung optimal nutzt.

<https://www.numerique.gouv.fr/>